L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 172 — 0,30 NF — DECEMBRE 1961

" Comment croire aux Apôtres lorsqu'ils sont candidats aux Conseils d'Administration ".

Général de Gaulle
(Conférence de Presse sur la C. E. D.)

LE VRAI VISAGE des dirigeants de la Ve

A moins d'être frappé de cécité totale ou de la plus parfaite mauvaise foi, pas un individu se prétendant simplement « démocrate », se réclamant de nos idées ou, à plus forte raison, appartenant à l'A.I.T., ne peut accorder aux dirigeants de la « Cinquième » la moindre excuse pour leur comportement.

Après les multiples brimades que nous avons dénoncées en leur temps, et celles dont nous faisons état, d'autre part, dans ce numéro, le ministre de l'Intérieur — c'est de Gaulle qu'il faut lire — vient d'interdire en bloc la parution de la presse d'avant-garde, de langue espagnole, éditée en France.

Franco est comblé; il n'en demandait pas tant. C'est un « torchon » bien pensant, malgré ses allures de redresseur de torts, qui le dit. Outre-Pyrénées, tous les fascistes, que la Péninsule renferme, exultent. Après la rencontre entre de Gaulle et Castiella, la satisfaction existe à Madrid. On y estime, en effet, qu'il s'agit d'une victoire de prestige pour le régime du Caudillo, car on fait remarquer que cette entrevue a eu lieu sur l'initiative de de Gaulle qui a invité son interlocuteur à transmettre à Franco **« toute sa sympathie »**, ainsi que tous **« les vœux qu'il fait pour lui et son régime qui représente un facteur de stabilité et de paix sociale en Europe »**.

Il est inimaginable de voir un homme se réclamant du « monde libre » en être là. Pour une fois, lui, qui excelle dans les formules équivoques a été on ne peut plus précis.

Etait-il possible d'espérer autre chose ? Nous ne l'avons jamais pensé. Qu'attendre en effet d'un homme confit en dévotion, n'ayant derrière lui qu'une carrière de démolisseur — aucun militaire n'ayant jamais été autre chose — et, en outre, serviteur du capitalisme rapace auquel il est de plus incorporé.

Rien !

Au fond, tôt ou tard, le crime aurait été consommée et il est préférable que chacun soit fixé dès maintenant.

Oui, les jeux sont faits ! Revenir en arrière n'est plus concevable. L'homme s'est révélé tel qu'il est vraiment. Il ne mystifiera plus personne, pas plus que les boutefeux qui, hier encore, tentaient de nous embrigader pour le défendre contre les « ultras ».

Amis en exil de l'A.I.T., libertaires de langue française, vous avez enfin réalisé que de Gaulle ou les généraux factieux, de même que les politiciens de toute appartenance, les syndicalistes réformistes qui les suivent et les servent, camouflés ou non, sont des ennemis de l'humanité, donc les vôtres.

La démonstration étant faite, au cours de vos actions ultérieures ayez toujours en mémoire la vérité fondamentale que les **fascistes** — tout partisan de gouvernement n'étant rien d'autre, puisque autoritaire — n'ont jamais eu, et n'auront jamais, l'intention de réaliser une Société harmonieuse, conforme à vos désirs, et qu'il est indispensable de les combattre sans répit pour y aboutir.

Raymond FAUCHOIS

Manifestations des Algériens de Paris (16 et 19-10-61)

Pour essayer de pénétrer la cause de ces manifestations de masse, qui ont désagréablement surpris le peuple de Paris, et qui ont mobilisé la presque totalité des Algériens de la région parisienne, il faut revenir très en arrière.

Non pas, certes, remonter jusqu'à la conquête de l'Algérie (ce qui serait nécessaire pour une étude plus ample, sans doute), mais jusqu'à ces années 48-50, peu après la Libération.

A ce moment-là, le manque de main-d'œuvre se faisant fortement sentir, en France, on eut recours à la main-d'œuvre algérienne.

Le mouvement déjà commencé entre les deux dernières guerres fut intensifié et ce fut par milliers que les nord-africains débarquèrent en France.

Quoique certains le prétendent, ils ne furent pas recrutés de force, mais attirés par des promesses fallacieuses de gains substanciels, de logements assurés et d'avantages divers consentis aux familles restées au pays (1).

Cela fut assez facile, si l'on veut bien considérer que l'Algérie, presque sans industrie, n'offrait guère de possibilités à la plupart des indigènes dont le nombre ne faisait qu'augmenter d'année en année.

Des considérations d'un autre ordre, d'ordre électoral, il faut bien le dire, poussèrent les partis politiques à soutenir cet exode, et, il faut aussi le dire, le parti communiste ne resta pas en arrière, loin de là, dans cette course au bulletin de vote. Malheureusement, les faits ne confirmèrent pas les promesses ! A ces manœuvres et ouvriers sans métier, la plupart du temps, on réserva dans les usines, les tâches les plus ingrates et les plus sales, accompagnées des rémunérations les plus faibles. De plus, et ce fut peut-être leur plus grande désillusion, rien de concret n'avait été prévu pour leur logement.

On les laissa s'entasser dans des baraques désaffectées, des caves humides et des bidonvilles, comme à Nanterre, par exemple. Les plus heureux (ou les plus chanceux et les moins pauvres) trouvèrent à se loger dans des hôtels vétustes, sales et sans confort, où on les entassa souvent à cinq ou six dans une seule pièce. Et aussi, où ils étaient obligés de s'entasser pour arriver à payer le loyer de ces chambres sordides.

Ils ne furent pas longtemps à s'appercevoir de cette exploitation éhontée, mais que pouvaient-ils faire ? Retourner au pays ? Avec quoi payer le voyage ? Ici, malgré tout, ils gagnaient leur vie et, en vivant chichement, pouvaient même envoyer un peu d'argent à la famille restée là-bas.

Plus tard, certains se marièrent en France, et d'autres firent venir leurs femmes et leurs enfants, ce qui sous-entend déjà qu'ils furent des privilégiés ayant trouvé à la fois un bon emploi et un logement moins rudimentaire.

Beaucoup avaient fait leur trou, comme l'on dit, et dans les usines et les ateliers, leurs camarades français, dans leur grande majorité, les considéraient comme intégrés à la communauté française.

Eux-mêmes, naturellement, se considéraient comme Français, et on ne pouvait qu'être d'accord avec cela, si l'on s'en rapporte aux innombrables promesses et déclarations officielles dont ne furent point avares tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération et même avant.

Sur ce, éclate l'affaire d'Algérie, qui, bientôt, devient la guerre, cette guerre odieuse qui dure depuis sept ans et menace de durer encore des mois, des années peut-être, qui sait ?

Les causes essentielles en sont bien connues : mécontentement progressif à la fois des élites et du peuple algérien, consécutif à la non-exécution de multiples promesses faites aux uns et aux autres, et surtout constatation évidente, pour eux, du refus de l'intégration manifestée par les gros colons d'Algérie et l'ensemble de la communauté de souche métropolitaine.

Ce furent alors des soulèvements çà et là, peu importants, sauf celui du Cap Bon qui fut suivi d'une répression féroce, indigne d'une nation comme la France qui se targue toujours d'un idéal de liberté et de justice que seuls les aveugles et les sourds continuent encore à conserver. Puis les maquis, la formation d'une armée de guérillas, peu à peu encadrée de chefs militaires et politiques qui, à force de ruse, de courage et, il faut le dire sans ambage, grâce à l'aide matérielle de pays voisins et de peuples de même race, est devenue une véritable force militaire et politique en qui s'incarne dès à présent, l'avenir de l'Algérie. Constatons, en passant, l'énorme crétinisme de nos dirigeants successifs qui, de par leur refus systématique d'accorder la promotion des élites et des travailleurs algériens, en est arrivé à la transformation en une guerre implacable de ce qui n'était, au début, qu'un ensemble de revendications relativement faciles à satisfaire (2).

En métropole, nos travailleurs musulmans furent bientôt plus ou moins victimes de cet état de chose, surtout après le début et la multiplication des attentats aveugles du F.L.N., et de l'hostilité déclarée de celui-ci envers les travailleurs et autres ressortissants de l'Algérie qui n'épousaient pas leur cause. Et ce fut le racket des boutiquiers, les assassinats, le conflit ouvert avec les partisans de Messali Hadj et les règlements de comptes avec les policiers parisiens et algériens (les harkis).

A la suite de tout cela, les travailleurs algériens ne tardèrent pas à se trouver pris entre leur désir de tranquillité en France, malgré les conditions précaires de travail, et les mots d'ordre et exigences des gens du F. L.N. qui leur faisaient un devoir d'aider, ou tout au moins, de ne pas désavouer la rébellion.

Puis, ils se heurtèrent bientôt à l'incompréhension et à l'hostilité de leurs camarades de travail ou de leurs voisins, et même de leurs amis français de la métropole, qui, presque tous, in-

(Suite en page 4.)

La Tribune de l'Histoire — PAMPHLET CONTRE LES BOURREURS DE CRANES

Tous les mercredis, d'autant plus dangereuse qu'elle est présentée avec beaucoup d'art et d'attrait, aussi catholique et royale, à ce qu'il nous semble, que l'armée du même nom, l'émission de l'équipe des partisans de l'Histoire à leur façon sévit sur les ondes.

Certes, les historiens constituent une espèce particulièrement illogique et se sont rarement fait apprécier par leur objectivité. Thucydide n'a eu que peu de disciples et les faits historiques sont interprétés à l'infini, souvent de la façon la plus contradictoire selon les vues, la nationalité, le rang social, le fanatisme religieux et bien d'autres caractères propres à l'auteur.

En Histoire plus que dans les autres domaines, cette forme dégénérée des sentiments qu'est la passion l'emporte sur la raison, donnant fatalement de détestables résultats.

Cependant, les soviétiques pâliraient eux-mêmes de jalousie s'ils pouvaient constater comment, en France, on arrange actuellement les faits historiques.

Depuis des années et des années, en a-t-on entendu des récits de fornications royales, de bâtards subséquents, d'intéressantes favorites, qui vues sous l'angle Sébasto ou même avenue de l'Opéra, ne seraient considérées par les très impartiaux auteurs de l'émission que comme des « Marie couche-toi-là » pour ne pas dire pis.

L'autre face de l'Histoire ne nous a pour ainsi dire jamais été présentée. Celle des luttes et des séculaires souffrances des peuples. A quand les évocations des atrocités nazies, franquistes, fascistes, des journées d'octobre, de la révolution espagnole, du spartakisme, des mutineries de 17, du cuirassé « Potemkine », du triomphe de la laïcité, des attentats anarchistes, de l'immortelle Commune, des journées de juin, de la révolte des Canuts ? Le manifeste des Egaux, c'est presque de l'Histoire ancienne, mais on n'en parle pas. Sans doute est-ce encore trop dangereux pour nos endormeurs. Tout cela, pour nos étranges historiens qu'on peut soupçonner de mépriser l'impartialité, l'équité et la vérité, c'est la face mal-pensante, celle que, systématiquement, l'on écarte avec les écrivains maudits : Zola, Anatole France, Vallès et tant d'autres. Mieux vaut s'intéresser à Ciano.

En un temps où, tout doucement et fort hypocritement, l'on s'achemine vers le parti unique, si cher a Benito et à Adolf, avec, bien entendu, la complicité de l'Eglise qui pourrait avoir comme enseigne « Tout pour le sabre et le goupillon », la nécessité d'une attaque contre les protestants, et, pour faire d'une pierre deux coups, contre Voltaire, coupable du plus grand des crimes pour ceux dont la soumission intellectuelle est insurpassable, celui d'être un esprit libre, s'imposait.

L'affaire Calas en a fourni, cette fois, le prétexte. Le parti-pris suintait de chaque propos au point qu'aveuglés par leur passion partisane, ces Messieurs de la « Tribune » ont même omis de souligner la réhabilitation de cette malheureuse victime du catholicisme déchaîné.

Pour eux, aucun doute, Calas fut coupable d'avoir tu le nom des assassins de son fils, qui, très librement sans doute, eu égard à l'époque, avait des « tendances » vers le catholicisme, et aurait été liquidé par la « secte » protestante fanatisée.

Mais, au fait, qui donc était directement responsable du fanatisme huguenot ?

Que l'on pense à la situation des réformés au XVIIIe siècle, passibles de mort rien que par le fait d'avoir des pratiques religieuses particulières. Continuellement traqués, surtout les pasteurs, était-il anormal qu'ils se comportassent fréquemment comme les membres d'une société secrète ? A qui la faute ?

Evidemment, il est difficile de demander à des cléricaux, nourris dès le plus jeune âge d'élucubrations absurdes, d'être autre chose que des esprits faux, totalement dépourvus du sens de la vérité objective.

Que l'on songe au peuple de cette époque, d'une ignorance absolue, trop souvent doublée d'une férocité de bête fauve, superstitieux jusqu'à la moëlle, abruti par le clergé, croyant aux miracles, aux diableries, à la sorcellerie, toujours prêt à accuser les

(Suite en page 4.)

La C.N.T. et le syndicalisme français

Ce n'est un secret pour personne que le syndicalisme français traverse depuis de longues années, dans ce pays, une profonde crise.

Nous sommes loin des années autour de 1902, et même de 1914, — sans aller chercher au-delà du siècle actuel — et de ce que fut cette époque brillante du syndicalisme révolutionnaire français et de la Confédération Générale du Travail.

Si au siècle dernier, Pelloutier et quelques autres hommes, réveillèrent une vigoureuse personnalité, conscience et sens de l'indépendance chez le prolétariat militant, si les Griffuelles, Pouget, Yvetot et toute une pléiade de travailleurs lucides et actifs continuèrent leur œuvre dans notre siècle, si la C.G.T. d'antan, porte-étendart du syndicalisme révolutionnaire actif, écrivit des pages de lutte sociale héroïques et exemplaires, petit à petit le magnifique mouvement syndical français se fissura. Le mal interieur mina et rongea une grande partie de ses piliers.

Le travail corrosif des politiciens, l'attitude confuse et traîtresse par la suite des Briand et autres, produisirent leurs effets néfastes, continués par les position et conduite des Jouhaux et compagnie, lors de la terrible crise de 1914 qui ébranla l'internationalisme symbolique, aggravés pendant et après la deuxième guerre mondiale, par la présence corruptrice du bolchevisme activiste, continuèrent avec le temps à donner leurs néfastes fruits.

L'emprise politique sur le syndicalisme français, pendant ces dernières années n'a fait que s'accentuer. La Charte d'Amiens fut mise au rebut. Chaque jour, de plus en plus, la C. G.T. s'est trouvée encadrée par les réformistes et par les communistes jusqu'à ce qu'en 1945, le conflit interne devenant de plus en plus aigu, la C. G.T. éclate. Depuis lors, partagée en deux, la force organisée du mouvement français, la C.G.T. continuant avec la majeure partie des effectifs, sous l'égide des Frachon et ses acolytes ; la C. G.T.-F.O., nouvelle organisation syndicale, refuge de l'aile du prolétariat français plus modéré et réformiste, avec ses Lafont, Le Bourre, — déjà quelque peu écartés — ses Bothereau et autres en tête, a vu se réduire son champ d'action et ses possibilités.

De tout ceci, quoique minoritaires les syndicalistes chrétiens, avec leur C.F.T.C., ont su tirer profit. Avec une tactique habile, avec une démagogie revendicative méticuleusement dosée, ils sont parvenus à s'infiltrer dans le mouvement ouvrier français.

Mais la réalité, c'est que le prolétariat français compte aujourd'hui moins d'éléments syndicaux organisés que par le passé, que toutes les Centrales syndicales — de même que les partis politiques dits de gauche — ont perdu d'importants effectifs.

Qu'est-il arrivé à la C.N.T. française, fondée en 1946, après la disparition de la C.G.T.-S.R., et dans la-

(Suite en page 2.)

Les grèves limitées dans les Services publics

Selon la formule classique, les prolétaires ont encore fait celles de fin octobre... pour des haricots; les cantonniers de la S.N.C.F., les préposés des P.T.T. et autres lampistes de l'E,D,F., bien entendu.

Car il y a dans toutes les professions deux catégories de salariés, les « pue la sueur », **qui la font** (la grève) et ramassent les haricots, et les « Cadres », ces sommets de l'intelligence, de l'esprit, d'une essence supérieure, à la matière grise toujours en ébullition, **qui ne la font pas** et récoltent, comme si ça leur tombait du ciel, de la langouste, ou l'équivalent, avec le liquide correspondant pour la déguster.

Il y a là. qu'on le veuille ou pas, quelque chose qui ne tourne pas rond.

Certains prétendront que nous rabâchons. Piètre argument, qui ne prouve rien, puisqu'il n'apporte aucun élément valable pour nous contredire; surtout si l'on admet que les sourds ont l'oreille dure et qu'il faut souvent leur répéter un certain nombre de fois avant qu'ils entendent, sans toujours comprendre.

Le problème est ailleurs. Puisqu'on prétend que cette forme de grève est rentable, qu'a rapporté celle-ci aux exploités, à part les haricots, qu'on ne peut leur supprimer sous peine de les voir crever de faim, chose inconcevable puisqu'il faut que le travail soit fait ?

Rien ! Moins que rien ! Il faut considérer en effet, que les astronomiques augmentations des **cadres** grèvent d'une façon excessive la masse salariale dont ne bénéficient que partiellement les travailleurs de la base, qui subissent ainsi une augmentation des prix hors de rapport avec celle de leur salaire et aggrave continuellement leur situation économique.

Cela, toutes les organisations syn-

(Suite en page 4.)

◆ LISEZ ◆
page 3 de ce numéro
la suite de
« LA LAICITÉ »

CALENDRIER DE S. I. A. pour 1962

Les camarades du Conseil National de **SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE**, nous communiquent que l'édition du Calendrier de 1962 sera bientôt terminée et mise en vente dans le courant de novembre.

Il sera présenté sous une couverture en quatre couleurs, avec six feuillets illustrés de dessins en trois couleurs; ces dessins artistiques dus à la plume de la jeune dessinatrice Diana Tudela, présentent les Saisons sous un aspect original et allégorique.

Au verso sont les textes de vulgarisation de la Doctoresse A. Poch, sur six maladies autrefois incurables et qui, actuellement, grâce aux progrès de la biologie, de la chimie et de la médecine, peuvent être traitées efficacement, sinon toujours guéries.

Tant ou point de vue artistique que scientifique, nous sommes certains que ce Calendrier de 1962 aura l'approbation de tous et qu'il aura un grand succès de vente pour le bénéfice des œuvres de S.I.A.

En raison des augmentations portant sur le prix du tirage, des clichés, etc..., le C. N. de S.I.A. s'est vu dans l'obligation de porter le prix du Calendrier à 2,50 NF (250 anciens francs), mais avec l'habituel rabais de 10 % sur les commandes à partir de 10 exemplaires.

Comme tous les ans, il y a une édition en français et une autre en espagnol, et en précisant le nombre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir en chaque langue, les camarades et les Sections de S.I.A. peuvent dès maintenant passer leur commande au C. N. de S.I.A., 21, rue Palaprat à TOULOUSE (Hte-Garonne) — C.C.P. 1230.50 Toulouse.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Serge DUMONT
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e) — C.C.P. 18.313-68, Paris
Rédaction, Administration et Trésorerie du « COMBAT SYNDICALISTE » : Raymond FAUCHOIS,
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e) — C.C.P. 3724-37, Paris

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE

Assemblée générale le 1er dimanche de chaque mois, à 10 heures, Bourse du Travail de Puteaux, 21, rue Roque-de-Filliol.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.
Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

UNION LOCALE DE SAINT-ETIENNE

Dans l'attente d'une salle à la Bourse du Travail, nos réunions ont lieu à l'Amicale laïque, et les permanences sont tenues tous les samedis à 19 heures, 24, rue Rouget-de-l'Isle, St-Etienne.

Pour tous renseignements, écrire aux secrétaires, les camarades Morel et Jouve, 41, rue des Passementiers, St-Etienne (Loire).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

A V I S I M P O R T A N T

Pour des raisons qu'il est impossible de développer ici, nos abonnés et adhérents sont informés que dorénavant tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et la trésorerie du « COMBAT SYNDICALISTE », doit être adressé à Raymond FAUCHOIS, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e), C.C.P. 3724-37, Paris.

A CONTRECŒUR

Monsieur K et Monsieur K, chacun à leur tour et chacun avec des trémolos dans la voix, nous ont fait leurs confidences, au sujet des bombes atomiques. C'est bien à contrecœur, dit l'un, que je suis obligé de reprendre mes expériences, vu que mon adversaire direct, mon ennemi déclaré et officiel va continuer ses essais souterrains et a laissé l'un de ses alliés expérimenter ses redoutables bombes au cœur de l'Afrique.

C'est encore plus à contrecœur, dit l'autre, que je suis obligé de reprendre mes expériences, vu que mon adversaire direct et ennemi officiel va reprendre les siennes !

N'est-ce pas admirable cette touchante unanimité dans la présomption de l'intention et dans le souci de l'exposé des condoléances et des regrets anticipés !

Parlant ainsi, qui espèrent-ils, l'un et l'autre, abuser ? Qui espèrent-ils tromper aussi grossièrement ?

En premier lieu, peut-on dire, leur propre peuple, ou du moins, cette partie du peuple crédule et moutonnière qui ne demande qu'à croire... n'importe quoi, pourvu que cela vienne d'enhaut. Et surtout, il ne faut pas penser que cette partie croyante et bélante ne soit qu'une infime minorité. Des individus même très intelligents, même nantis d'un sens critique normal, même professant le plus absolu dédain pour les capacités des gouvernants, en viennent à faire partie de cet amalgame de citoyens qui forment ce que l'on désigne par l'expression « opinion publique ». Et cela par le même phénomène si souvent constaté qui fait que le malade ingurgite la potion du docteur tout en déclarant à qui veut l'entendre, que les médecins sont des ânes.

En second lieu, un certain nombre de nations, plus ou moins fortes, plus ou moins sous-développées, qui, suivant l'opportunité des slogans, suivant la présentation des faits et des décisions des grands états, penchent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

D'aucuns vous dirons : « Peuh ! les peuples en ont vu d'autres, et ils savent à quoi s'en tenir sur tout celà ».

Voire, nous permettra-t-on de répondre, voire !

Les peuples en ont vu de toutes les couleurs, c'est une affaire entendue. En sont-ils devenus plus raisonnables ?

Et d'ailleurs les peuples naissent, vivent, meurent comme les individus, et il serait vain de penser que l'expérience des uns profite aux autres. Du moins, si cela n'est pas tout à fait exact, on peut affirmer que, dans ce domaine, le progrès est extrêmement lent à se manifester.

Les exemples pullulent, et il n'y a qu'à puiser dans l'histoire.

Car, pour ne pas remonter plus haut, c'est sans doute à contrecœur que fut déclarée la guerre de Troie.

A contrecœur aussi qu'Attila ravagea l'Europe entière et que les Arabes de conquête en conquête, arrivèrent jusqu'à Poitiers !

C'est à contrecœur, nous en sommes persuadés, que Guillaume le Conquérant envahit l'Angleterre, et que le Pape Innocent III (pas tellement innocent, celui-là) déclencha la croisade des Albigeois !

A contrecœur, encore... mais inutile de tirer à la ligne ! Dans le passé comme dans le présent, tous les déclencheurs de massacres et de calamités ont agi à contrecœur, et chacun sait, de nos jours, que la bombe d'Hiroshima fut larguée... à contrecœur !!!

Et qui pourrait nier que ce seul exemple est autrement probant que tous les autres, car, tout de même, à notre époque, tout se sait, tout se voit, et l'ignorance ne peut plus être invoquée comme une excuse, ainsi que cela se produisait autrefois, au temps des chars à bœufs, des navires à voile et des courriers spéciaux !

Deux gigantesques conflits, à moins d'un quart de siècle d'intervalle, d'énormes moyens de tuerie et de destruction employés et depuis, sans cesse perfectionnés, tous les pays du monde touchés plus ou moins, des millions d'individus tués, blessés ou disparus...

Cela a-t-il modifié radicalement la façon de raisonner et le comportement des générations actuelles, dont certaines ont connu ou participé à ces deux entreprises de massacres. Pratiquement, on peut répondre : non !

Les peuples actuels, leurs élites, leur classe ouvrière, leurs élus, leurs possédants, leurs gouvernants, ont-ils révisé catégoriquement leurs anciennes conceptions des rapports humains ?

Encore une fois, non !

Les puissants sont toujours pleins de mépris pour les faibles, les riches pour les pauvres et les grands pour les petits. Sans compter les racistes de tous poils qui, actuellement, se manifestent un peu partout dans le monde. Bref, malgré quelques exceptions courageuses et rares, on peut affirmer que les nations ne sont pas plus pacifiques qu'autrefois, et que seule, la peur, la peur intense découlant de la quasi certitude de l'universalité du massacre a jusqu'ici, retardé le déclenchement de celui-ci.

Mais des fous, il y en a partout, comme disait l'autre, et croyez-bien que c'est encore à contrecœur que nous faisons cette constatation.

BLANQUET.

XIe Congrès de l'A.I.T.

Le XIe Congrès de l'A.I.T. s'est tenu à Bordeaux les 22, 23 et 24 septembre 1961.

Le Congrès débuta à 10 heures.

Le secrétaire général de l'A.I.T., dans une courte allocution souhaite la bienvenue aux délégués, expose ce que représente l'A.I.T. dans le monde du travail et quelle est sa position. Il termine en déclarant le XIe Congrès ouvert.

Lecture est faite de plusieurs lettres et télégrammes d'adhésion au Congrès.

La C.N.T.E. fait la proposition d'englober pour la discussion les points IV et VI de l'ordre du jour. Adopté.

Le secrétaire général de l'A.I.T. renseigne le Congrès sur le fonctionnement interne du secrétariat, fait une description du travail accompli par celui-ci durant son mandat et s'en réfère aux rapports déjà envoyés aux Sections. Le rapport du Secrétariat est adopté.

Les délégués informent ensuite sur leur section et leur développement. Le délégué de la C.N.T.F. expose la situation particulière de sa section et lit une lettre de sa C.A.C. au Secrétariat de l'A.I.T.

Sur les points IV et VI une résolution dont le texte est reproduit plus loin est adoptée par le Congrès.

Point V. — La F.O.R.A. a demandé de remplacer dans les statuts de l'A.I.T. les termes « syndicalisme révolutionnaire » par « communisme libertaire ». Le représentant de la C.N.T.F. indique son désaccord avec la F.O.R.A. qui voudrait donner à l'A.I.T. le cachet qui est particulier à sa section et, de ce fait, commet la même erreur que la S.A.C. qui, elle aussi, voudrait imprégner l'organisation internationale de sa particularité. Le statu-quo est maintenu.

Relations avec la S.A.C. — Aucun élément nouveau n'est intervenu sur ce point. La section espagnole propose qu'un nouveau délai de réflexion soit accordé à la S.A.C. Notre délégué repousse cette suggestion. Il est définitivement souhaité que la S.A.C. réintègre l'A.I.T., mais celle-ci se considère libre d'agir selon ses intérêts en Suède.

Points X, XI et XII. — Considérant que ces trois points se complètent et qu'ils demandent une étude approfondie, que le Congrès n'a pas le temps matériel de le faire, ni la documentation nécessaire sous la main, on laisse au nouveau secrétariat le soin de nommer une commission pour réaliser ce travail. Si celui-ci est terminé avant le prochain congrès, il sera passé aux Sections pour étude. Accepté.

Points XIII et XIV. — Les accords de la C.N.T. sur le journal et la cotisation sont adoptés. La cotisation annuelle est portée à 400 francs (anciens) par an à compter du premier janvier 1962.

Point XV. — Le mandat de l'ancien secrétaire de l'A.I.T. est renouvelé jusqu'au XIIe Congrès. Le lieu de résidence est fixé à Toulouse.

La clôture du XIe Congrès de l'A.I.T. a eu lieu à 16 heures.

RESOLUTION DU XIe CONGRES DE L'A.I.T. SUR LES POINTS IV ET VI

Le Congrès accorde :

Que toutes les Sections, en vue de donner de l'essor à l'A.I.T. s'efforceront pour résoudre leurs problèmes internes, cherchant à coordonner les forces pour développer une intense campagne de diffusion des idées de l'A.I.T. entre les travailleurs.

Recommande des rapports plus fréquents et plus étroits entre le Secrétariat et les Sections, en profitant de tous les déplacements des membres du bureau.

D'organiser plus souvent des meetings et des réunions publiques dans tous les pays où le mouvement est le plus faible.

Que l'A.I.T., selon ses possibilités économiques, organise des tournées de propagande dans les divers pays où il y aurait des sympathisants et courants d'opinion dans la classe ouvrière, susceptibles d'être intéressés par l'A.I.T. et ses méthodes de lutte. Par exemple : l'Italie, le Japon, l'Amérique Latine et quelques pays d'Afrique.

Que profitant de la date du centenaire de l'A.I.T., le Secrétariat de l'A.I.T., selon ses possibilités, organise une Conférence Internationale Syndicaliste, à laquelle pourraient être invités quelques organisations et groupements syndicaux qui aient une certaine coïncidence avec l'A.I.T.

D'organiser, en dehors des Congrès de l'A.I.T. et de ses Sections, des conférences et des rencontres amicales entre pays voisins, ou par régions ou continents.

Qu'en tout ce qu'il est possible, les Sections de l'A.I.T. qui se trouvent en meilleure situation économique, aident celles qui se développent avec difficultés, coopération qui pourrait s'exercer à travers le Secrétariat de l'A.I.T.

Que soient constitués des Groupes d'Amis de l'A.I.T. là où il n'y a pas de Sections organisées; que se forment des Sections là où les Amis de l'A.I.T. sont assez nombreux pour créer une organisation syndicale adhérée à notre Organisation ouvrière internationale.

Que tous les réfugiés originaires des pays soumis à dictature, adhérent volontairement à la Section de l'A.I.T. du pays qui leur a accordé le droit d'asile, même conservant, en exil, leurs organisations nationales, employées à obtenir le rétablissement de la liberté dans leurs pays respectifs.

Afin de renforcer l'esprit de l'Organisation internationale et ses possibilités, il faut que les moyens financiers dont dispose le Secrétariat soient garantis. Pour cela, chaque Section doit payer régulièrement ses cotisations indépendamment du fait qu'une même Section puisse avoir besoin d'une aide de l'A.I.T. pour sa propagande.

LES THEORIES ET LES REALITES (1)

CAHIER N° 2

L'évolution se poursuit à un rythme tellement précipité qu'il suffit d'enregistrer la marche triomphale de la productivité pour en déduire immédiatement les transformations sociales nécessaires dans l'immédiat.

C'est ce qui devrait se produire, mais ne se réalise pas...

C'est pourquoi nous désirons rappeler l'activité théorique, sociale et pratique de certains penseurs du XIXe siècle qui, en des temps bien différents de ceux que nous vivons, ont montré qu'ils étaient le siège d'une contradiction fondamentale : **vouloir unir et harmoniser le politique et l'économique**...

Leurs raisonnements furent ceux d'une époque qui ne laissait pas prévoir une ascension aussi rapide des sciences, et, partant, de la productivité. Cent trente ans sont passés sur leurs travaux, c'est-à-dire, que l'évolution des faits aurait dû déterminer un nouveau progrès social dans les esprits, une adaptation révolutionnaire à des valeurs économiques en mutation ininterrompue. Eh bien, les économistes de notre temps en sont restés aux conceptions de nos ainés, c'est-à-dire, que, vivants, ils vivent dans la poussière des morts : ce qui explique le recul intellectuel de la vitalité socialiste.

Proudhon, analyste merveilleux, écrivait alors : « Le vrai problème à résoudre n'est pas en réalité le problème politique, c'est le problème économique. En 1848, la démocratie était au Pouvoir — comme le fut plus tard celle de 1936 (note de la Réd.) — le gouvernement provisoire n'avait qu'à agir pour réussir; la révolution faite dans la sphère du travail et de la richesse, on ne devait être nullement en peine de celle à opérer ensuite dans le gouvernement. »

Tout en reconnaissant que le problème économique prévaut sur le problème politique, Proudhon le subordonne néanmoins à l'autorité d'un gouvernement. Et Proudhon fut un logicien !

N'a-t-il pas écrit ces phrases admirables : « L'ordre politique repose sur deux principes connexes, opposés, irréductibles : l'Autorité et la Liberté. Aucun gouvernement n'échappe à cette contradiction. Conclusion : l'arbitraire entrant fatalement dans la politique, la corruption devient bientôt l'âme du Pouvoir, et la société est entraînée sans repos ni trève sur la pente sans fin des révolutions ».

Cette thèse est irréfutable. Deux principes participent contradictoirement à la vie mentale de l'homme : l'autorité et la liberté. La vie politique des sociétés si elle est déterminée par leur évolution économique, n'en traduit pas moins les deux principes qui sont dans la nature de l'homme, de l'individu.

Selon Proudhon, tout gouvernement est condamné à l'arbitraire, alors, comment peut-il rechercher une formule politique idéale puisque la fatalité veut qu'il n'y en ait pas ?

« Alors, l'autorité et la liberté, perdues dans les âmes, la justice et la raison considérées comme de vains mots, la société est dissoute et la nation déchue.

« Ce qui subsiste n'est plus que matière et force brutale, une révolution devient à peine de mort morale, imminente...

« Qu'en sortira-t-il ? L'histoire est là pour répondre, les exemples se comptent par milliers. Au système condamné succédera, grâce au mouvement des générations oublieuses, mais sans cesse rajeunies, une transaction nouvelle qui fournira la même carrière, et qui, usée à son tour et déshonorée par la contradiction de son idée, aura la même fin.

« Et cela continuera jusqu'à ce que la raison générale ait découvert le moyen de maîtriser les deux principes, et d'équilibrer la société par la régularisation même de ses antagonismes... »

Ainsi, après avoir démontré l'impossibilité d'empêcher qu'un gouvernement ne glisse vers l'arbitraire, qu'il ne participe à la corruption sociale, Proudhon nous propose une organisation politique nouvelle !...

a) la fédération politique, groupant les régions, et exprimée par l'Etat;

b) la fédération agrico-industrielle associant toutes les activités économiques.

« Ainsi, écrit-il, dans une république constituée sur de tels fondements, on peut dire que la liberté est élevée à sa troisième puissance, l'autorité ramenée à sa racine cubique. La première grandit avec l'Etat, en autre terme, se multiplie avec les fédérations... ».

Ce philosophe, par ses contradictions; ce logicien, par la richesse de son verbe est devenu l'apôtre de la démocratie politique, et, ce qui est plus drôle une source d'inspiration pour de nombreux théoriciens de notre temps...

Le plus étonnant, dans son œuvre si puissante et si contradictoire, c'est, qu'en dernier ressort, Proudhon voit la liberté grandir avec le renforcement de l'Etat, et qu'il n'a pas su faire la synthèse logique de ses analyses, déduire de ses diagnostics les seuls remèdes qui soient à la portée des travailleurs : l'administration des choses par l'égalité économique.

Cela signifie que ce grand esprit était la proie d'un mysticisme politique tel que les travaux du critique se trouvaient effacés par les constructions passionnées du rêveur...

Aujourd'hui, des milliers de penseurs et d'économistes se sont engagés sur la voie de l'économie des besoins. Ils ont sur Proudhon, l'avantage d'avoir vécu, expérimenté les découvertes et les œuvres d'un siècle prodigieusement scientifique. Proudhon pouvait tâtonner au sein d'une économie qui dissimulait alors ses espérances prodigieuses, mais aujourd'hui !...

Peut-on concevoir que d'aussi nobes esprits en soient encore à bafouiller un crédo politique, quand, de toutes parts, la lumière de l'évolution inonde la voie sociale de ses clartés, et nous crie :

« Ces grands penseurs dont vous avez retenu les œuvres, admiré la logique et souvent la préscience, ne vous ont pas laissé un crédo en héritage, mais un terrain à fertiliser... Croyez-vous que si Proudhon revenait au monde, et qu'il vive notre révolution économique, il ne serait pas le premier à abandoner ses préjugés d'un autre âge ?

Vous, qui pouvez vous prévaloir d'avoir vécu les expériences politiques les plus décevantes, ne croyez-vous pas qu'il serait temps d'abandonner vos conceptions politiques surannées et de passer enfin à l'expérimentation d'une économie des besoins dans un cadre exclusivement économique ? L'heure a sonné d'une révolution dans les esprits, à moins que vous ne préfériez sombrer dans l'attente coupable de la destruction de la planète par tous les génies de la politique et le lâche renoncement des masses.

Il vous faut choisir, et le temps presse...

(A suivre.)

(1) Voir C. S. N° 171.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les versements à Raymond FAUCHOIS, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e). C.C.P. 3724-37, Paris.

(1) 12 numéros, 3,40 NF. — 24 numéros, 6,70 NF.

La C.N.T. et le syndicalisme français

(Suite de la page 1.)

quelle mirent tant d'obstination lors de sa création les Pierre Besnard et autres camarades ? On peut dire que ni les camarades syndicalistes révolutionnaires français, ni les camarades anarchistes de ce pays n'ont su profiter des circonstances propices qu'avaient créé la situation générale du syndicalisme français et la crise des propres Centrales syndicales du pays depuis le début. Il est bon de signaler aussi, que si quelques militants apportèrent leur collaboration pendant quelque temps à la nouvelle Centrale syndicale révolutionnaire française, ils s'en lassèrent bientôt. Querelles internes et de chapelles, divisèrent et dispersèrent leurs efforts, questions interprétatives, qu'ils n'ont pas su surmonter, dans un sens affirmatif des thèses du syndicalisme révolutionnaire et d'accord avec ses tactiques et orientation classique, créèrent aussi des fissures. Aujourd'hui, la C.N.T. française a moins d'affiliés qu'à son début. Pourquoi ? Nous n'entendons pas dans cet article faire l'analyse de ces causes. Elles sont complexes. Une, la principale, la crise de militants ; beaucoup d'entre-eux sont enfermés dans leur tour d'ivoire ; d'autres, abandonnant la C.N.T., ont constitué des groupements minuscules, ou bien sont allés occuper des postes à « Force Ouvrière » et même dans la C.G.T.

Certains ne croient pas dans l'avenir du syndicalisme révolutionnaire. Et cependant, c'est à la source pure du syndicalisme révolutionnaire, de finalité libertaire, qu'il faut retourner à nouveau. On doit donner une vigueur nouvelle au mouvement syndical français comme élément déterminant. Ni comme doctrine, ni comme tactique, l'anarcho-syndicalisme — appelons-le ainsi — n'a rejoint l'histoire des fossiles. Il a, et doit avoir, de l'avenir.

La C.N.T. française doit vivre ; elle a un rôle important à jouer dans le mouvement ouvrier, elle se développera pour peu que les militants sachent intéresser et attirer la masse ouvrière la plus active et éveillée, la plus éloignée de la politique ou celle qui lui résiste le mieux.

Dans l'actuelle décadence de la C. N.T. française, nous, exilés espagnols de la C.N.T. et de l'anarchisme ibérique, ne sommes pas exempts de toute responsabilité. Nous avons le devoir moral d'appuyer nos camarades de la C.N.T. française à tout moment. La fortifier c'est nous aider nous-mêmes. C'est créer une force internationale effective. Nous l'avons aidée dans ses débuts, par la suite l'appui a été plus tiède. Cela ne suffit pas.

L'internationalisme solidaire se démontre dans la pratique.

L'indifférence d'une bonne quantité de camarades envers la C.N.T. française, l'attitude réservée ou hostile envers la C.N.T. de certains camarades français ne doit pas servir d'excuse.

Pour aider la C.N.T. française, la façon la plus effective, c'est de s'affilier à elle. Cinq cents, mille affiliés en plus, seraient pour elle en ce moment, un précieux concours. N'hésitons pas à le faire, camarades.

Le Congrès de l'A.I.T., qui vient d'avoir lieu, a promis aux camarades de la C.N.T. française son appui moral et effectif. Faisons donc du travail pratique.

GERMINAL.

1230-50 Toulouse.

SURPOPULATION ET MISÈRE EN INDE

Nous nous trouvons ici devant un problème crucial, d'où dépend l'avenir même de l'Inde, le bonheur de son peuple. Hélas, nous nous heurtons à une incompréhension due, en grande partie, au fanatisme religieux qui dépasse tout bon sens, toute logique; toute humanité même.

Dans le « Manchester Guardian » du 26 avril 1951, on peut lire :

« Le gouvernement de l'Inde vient de publier les résultats provisoires de son recensement. La population (à l'exception du Jammu et du Cachemire) s'élève à 357 millions. En dépit de la mortalité due à la grande famine du Bengale, elle a augmenté de 13,4 % depuis 1941. Au cours des vingt dernières années, le taux d'augmentation a été trois fois ce qu'il était au début du siècle. Chaque année, les besoins de l'Inde en nourriture augmentent d'un demi-imillon de tonnes de céréales. Pour l'ensemble du pays, la densité de la population est de 300 au mille carré, c'est-à-dire six fois plus élevée qu'aux U.S.A. Cette pression sans cesse croissante sur le territoire indien, est le principal problème du Sud-Asiatique. Elle réduit le pays à une misère qui entraînera probablement une révolution; elle est une des causes essentielles de la famine actuellement menaçante. Un memorandum relatif à ces faits devrait être constamment sur la table de tous ceux qui s'occupent des affaires asiatiques à côté de l'essai de Malthus. Même si le Plan de Colombo était mené à bonne fin, la production perdrait encore la course engagée avec la population. »

De telles réflexions sont effarantes et, transplantées dans la réalité, tout simplement tragiques.

Le « Manchester Guardian » poursuit :

« M. Nehru dit que le gouvernement de l'Inde étudie actuellement la possibilité d'un contrôle des naissances. Ses difficultés, dans un pays de population illettrée et misérable, sont considérables. Mais quoi d'autre pour sauver l'Inde ? La prospérité et l'instruction réunies pourraient éventuellement provoquer, dans l'Inde comme ailleurs, une chute de la natalité. Mais la mortalité tomberait aussi. Tant qu'il n'y aura pas une diminution du nombre des nouvelles bouches, qui absorbent toute augmentation du revenu national, la prospérité sera une idée creuse et dérisoire » (1).

A présent, laissons parler les chiffres, et, afin d'éviter la moindre suspicion, allons les chercher aux sources officielles.

1947 : 336 millions (Unesco).

1950 : 340 millions (Bulletin officiel Ambassade).

1961. 402.800.000 (India 1961, janvier), Gouv.

C'est donc une réalité, la population de la péninsule indienne se caractérise par une densité extraordinaire : près d'un cinquième de la population du globe. Allez donc dans ces conditions tenter de résoudre les problèmes essentiels de la vie, de l'économie et de l'hygiène sociale.

Tous les dix ans, on recense la population et chaque fois, c'est le dépassement du présent. Pour le dernier en date, celui de 1951, les plans furent discutés fièvreusement au cours d'une conférence tenue à Delhi.

Le 23 février de cette même année 1951, le vice-président du Conseil soulignait le rôle vital joué par ce recensement dans la politique administrative indienne. Il ajoutait cette aberrante réflexion, que la constitution reconnaît le rôle important de ce recensement.

Ne vous imaginez pas qu'il y avait là quelques préoccupations humanitaires, non. « Il avait été spécifiquement prévu que les données recueillies formeraient la base de la délimitation des circonscriptions électorales. »

On croit rêver, mais on comprend la grande inquiétude du monde des politiciens pour qui compte avant tout le nombre d'électeurs. Et comme si Sardar Patel voulait racheter sa balourdise, le bulletin officiel de l'ambassade de l'Inde du 2 mars 1950 (Bruxelles), ajoutait : « Sardar Patel a poursuivi, que le recensement projeté attirerait sur l'ensemble, des données économiques fondamentales, principalement celles se rapportant aux moyens d'existence de la population et aux activités économiques des individus et de l'Etat. »

Réflexions oiseuses, s'il en est, elles n'apportent rien dans les conjonctures de la situation tragique de l'avenir de l'Inde, et ne sont que « bla-bla-bla » électoral, sans plus.

Mais peut-être vous ferez-vous une idée d'un recensement en Inde, si vous apprenez que pour procéder à un tel dénombrement, on mobilise un million d'agents qui visitent 64 millions de foyers, abritant 350 millions de citoyens. Là encore, nous sommes certes loin de la vérité, car ce serait faire une belle part aux foyers que d'en dénombrer tant.

Puisqu'il est écrit que le recensement de la population a lieu tous les dix ans, examinons-en le tableau :

1891 :	235,9	millions
1901 :	235,5	»
1911 :	249	»
1921 :	248,1	»
1931 :	277,5	»
1941 :	312,8	»
1951 :	356,9	»

Ces chiffres, s'ils montrent parfois de légères diminutions, dénoncent toutefois des accroissements généreux.

L'Inde, après la Chine, est le deuxième pays du monde par la densité de sa population, tandis qu'elle arrive en septième position par sa superficie, après l'U.R.S.S., la Chine, le Canada, le Brésil, les U.S.A. et l'Australie. Avec une superficie représentant seulement les 2,2 % de celle du globe, l'Inde compte 15 % de la population mondiale.

L'espace est grand, sans doute, mais la production agraire s'avère insuffisante pour les bouches à nourrir.

R. A. Gopalaswanu, l'organisateur du recensement de 1951, concluait, dans son rapport, que la population de l'Inde atteindrait 520 millions en 1981. Aussi, propose-t-il de prendre des mesures contre cet accroissement intempestif. Pour y remédier, il suggère d'augmenter la production agricole, qui devrait surpasser les prévisions du plan quinquennal.

En dix ans, la poulation entière de l'Inde s'est accrue de plus de 42 millions, soit une moyenne de 12,5 %, par rapport à 1941.

1951 s'inscrit donc avec une augmentation de 13,4 %.

Sur cette totalité de 356,83 millions, on dénombre 183,31 millions du sexe masculin, et 173,52 du sexe féminin, c'est-à-dire une proportion de 1.000 à 947, ce qui paraît assez curieux, puisque dans presque la totalité des Etats du globe, la disproportion entre les deux sexes est plus accentuée.

En Inde cependant, plus particulièrement dans les grandes villes, la disproportion est assez forte. On enregistre à Calcutta : 570 femmes pour 1.000 hommes; à Bombay : 596 et à Kampur : 99. Ceci pose des problèmes de relations sexuelles, dont les conséquences sont des plus troublantes.

Comment se répartit cette population ?

Il y a grand intérêt à connaître le nombre de citadins et de paysans, pour mieux juger de la situation économique et sociale

Suivant le recensement de 1951, 82,7 % de la population est paysanne, soit 295 millions. 76 grands villes se partagent les 24,13 millions, soit 6,8 % de l'ensemble de la population.

558.089 villages et 3.018 villes sont dénombrés sur le territoire de l'Union, chacun et chacune se partagent :

— 79 % dans les villages de moins de 5.000 habitants;

— 14 % dans les villes de 5.000 à 100.000 habitants.

Le reste, soit 7 % vit dans les grandes villes de plus de 100.000 habitants : Calcutta, avec 4,6 millions; Bombay : 2,8 millions; Madras : 1,4 million; Hyderabad : 1,1 million; l'ancienne ville de Delhi : 915.000.

Dans ces grandes lignes, on peut accepter comme plus ou moins valables, les statistiques; mais quand elles veulent être interprétées sur un plan éthique, ou prétendre valoriser certaines mœurs, coutumes ou comportements de l'habitat, il y a lieu de s'en méfier, car les officiels aiment présenter un tableau plus honorable que réel.

Il en est ainsi, lorsqu'ils établissent des maisons habitées dont 54,06 millions (84 %) situées à la campagne et 10,3 millions (16 %) dans les régions urbaines. Si l'on veut faire les calculs, on arrive à des excédents, que rien ne justifie.

Quiconque a visité l'Inde, sans garder les yeux en poche, peut se rendre à l'évidence, que des centaines de milliers d'Indous n'ont rien pour se loger; que des millions d'autres ont moins que rien. Dans ce domaine, tout reste à faire. Pour commencer, il faudrait construire de grands hangars, simplement couverts, pour abriter ces milliers de parias sans toit, ni lit, que l'on évite de heurter le soir sur les trottoirs. Je les ai vus, un peu partout : à Bombay, à Madras et ailleurs, préparant, la nuit tombée, leur couchette, et s'allongeant sur la pierre, la terre, sous leur pousse-pousse, balayant légèrement le sol avant de s'étendre; les privilégiés ou les plus ingénieux s'installant sur un sommier tressé de cordes des plus singulières, évitant ainsi les saletés ou les filets d'eau putride sous leur sordide installation.

J'ai remarqué également, que les gares de chemins de fer, et les entrées de certaines demeures précédées d'un parc, sont rigoureusement fermées, interdites — tout comme ici d'ailleurs — aux clochards. Là-bas, ce ne sont pas des clochards, ce sont des « sans abri » et, qu'on le veuille ou non, c'est un peu différent.

Le long des quais d'une gare de Bombay, j'ai vu des murs déjà suffisamment hauts, troués de lucarnes (pour laisser passer un peu d'air), bardées de barreaux, sans lesquels les malheureux auraient pu accéder aux quais, en faisant la courte échelle.

Mes yeux garderont longtemps encore les visions de cette misère, de ce dénuement le plus complet, où sont mêlés jeunes et vieux, femmes et enfants, jeunes couples, tous dormant à la belle étoile.

Et je reviens à ces statistiques affolantes par plus d'un point, pour extraire ceci : le nombre de personnes sans travail et à charge ne cesse d'augmenter, malgré tous les efforts tentés.

« Pour 104,4 millions de personnes économiquement indépendantes et environ 37,9 millions de membres de famille participant à l'entreprise, il y a 214,3 millions de personnes à charge et qui ne travaillent pas. » Cependant, « plus d'un quart des femmes travaillent pour gagner leur vie, soit comme membres de famille collaborant à l'entreprise. »

Voici, par ailleurs un tableau qui peut aider à déterminer le statut économique de la population. 104,40 millions de personnes économiquement indépendantes, c'est-à-dire des personnes économiquement actives, 37,94 millions de personnes participant à l'entreprise, c'est-à-dire le personnel semi-actif. J'ignore si dans cette statistique sont recensés les enfants en bas âge que j'ai vus travailler avec leurs parents ou leur famille.

Il reste les personnes inemployées, cataloguées sous la rubrique : membres de famille à charge, soit 214,29 millions.

Ces chiffres parlent, plus même, ils crient la dépendance économique de l'Inde, sa grande misère, son immense infortune.

29 % de la totalité des habitants doivent faire vivre le reste, soit 71 %.

Ceci implique l'examen de ce qu'on appelle la pyramide d'âge de la population.

38 % de la population entière sont âgés de moins de 14 ans; 3,3 % seulement sont âgés de plus de 65 ans.

Le degré de longévité moyenne est peu élevé : de 27, il passe aujourd'hui à 32,5 ans. Examinons l'état sanitaire de la population.

La malaria atteint 60 millions d'individus. Ce chiffre est ramené à 40 millions au cours du premier plan quinquennal.

2,5 millions de personnes souffrent de tuberculose; 500.000 en meurent chaque année; 170 millions d'individus âgés de moins de 25 ans sont exposés aux risques de la contagion.

De plus, les maladies vénériennes font rage. Des fonctionnaires... sont chargés du contrôle...

Le nombre officiel des lépreux s'élève à un demi-million. Or, j'ai visité une des 80 léproseries indoues, et un médecin m'a déclaré que le nombre de lépreux atteint au moins 2,5 millions. 200.000 personnes meurent du cancer.

Je dois à la vérité de signaler les efforts tentés et réalisés en vue d'endiguer ces maladies.

Des sommes considérables sont affectées à l'hygiène publique dans les premier et second plans quinquennaux. Atteignent-elles leur but, sont-elles distribuées et utilisées à bon escient, je l'espère.

De nouveaux hôpitaux sont installés, 258 disposant de 16.324 lits; 314 centres d'hygiène sont mis à la disposition du public.

Le second plan quinquennal s'est donné pour objectif d'atteindre 12.600 stations sanitaires qui compteront 155.000 lits. Trois mille centres d'hygiène sont prévus en vue de donner des soins aux malades au dispensaire, ou à domicile, pour l'application des mesures préventives, l'hygiène des mères, la santé des enfants, le contrôle des maladies contagieuses.

Mais construire des dispensaires n'est pas tout, il faut du personnel.

Certaines informations nous rapportent que le nombre des Facultés de Médecine sont passées de 30 en 1950-1951, à 52; et le nombre d'étudiants de 2.500 à 3.500 par an.

Actuellement en Inde, il existe 70.000 médecins qualifiés; 12.500 recevront leur diplôme au cours du deuxième plan quinquennal.

Quel sont les objectifs de ce plan ?

1 lit d'hôpital par 1.000 habitants;

1 infirmière et une sage-femme par 5.000 habitants;

1 médecin et un inspecteur des dispensaires par 20.000 habitants.

Tout cela représente des efforts qu'on ne peut taire. Ils font honneur à leurs réalisateurs et à cet Insitut Médical de Recherches.

Les statistiques concernant les prodémographiques dans l'Inde sont toujours très relatives. Témoin un chiffre que je relève dans le B. O. de l'Ambassade du 26-1-1950 : 340 millions, et celui publié par l'Unesco 1947. édité en 1950 : 336 millions. Or on ajoute que ces évaluations sont toujours inférieures à la réalité, car de nombreux facteurs restent inconnus dans la démocratie indienne.

Examinons toutefois la courbe de la progression.

— Au XVIe siècle : environ 100 millions (évaluation très approximative sans doute.)

— Vers le milieu du XIXe siècle, les chiffres atteignent déjà 150 millions.

— Le premier recensement plus ou moins régulier, mais incomplet, relate 254 millions.

— A peine 50 ans après, c'est-à-dire en 1931, le chiffre est exorbitant : 353 millions.

— En 1941, on compte 389 millions, c'est-à-dire un accroissement de 15 % par rapport à 1931; 36 millions de plus en 10 ans, et rien ne semble arrêter cette montée vertigineuse.

— En 1950, l'Inde totalisait 450 millions, soit 1/5 de la population mondiale, avec le Pakistan.

Il faut interpréter ces chiffres, en fonction également de la mortalité très irrégulière, due à l'existence ou l'absence de guerres, aux famines, épidémies, régularisateurs insensés entre l'augmentation ou la diminution des populations.

(A suivre.) **HEM DAY**

(1) « Les dernières chances de l'homme », p. 56-57. — B. Russell.

LE MONDE NOUVEAU

Voilà au moins quelque chose qui commence à prendre forme. Ne devons-nous pas, en effet, nous réjouir et être d'accord avec ces « Syndicalistes » batailleurs qui nous en font respirer les premières odeurs.

En effet, un journal de Fédération « F. O. » nous déclare : « La retraite doit permettre à un travailleur ayant atteint un âge déterminé de cesser toute activité et cependant de pouvoir vivre « à peu près convenablement » (souligné par mes soins)». Puis après avoir donné un semblant d'aperçu des retraites existantes : « C'est insuffisant. Il faut faire en sorte que « le retraité » perçoive au moins les 3/4 de son salaire précédent ».

Bravo ! Nous sommes bien d'accord pour que les uns se préparent à mourir en grande pompe, d'autres en 1ere, 2eme ou 3eme classe et pour le « reste », eh bien, n'y aura-t-il pas le secours catholique !

Et aussi, le journal de la « Parité Angevine » (gérance « F.O. »), dans son n° 17 n'affirme-t-il pas que : « Dans 10 ans, au plus tard, la vie aura totalement changé, la voiture remplacera les deux roues, les possibilités financières de chaque famille auront augmenté de 50 % ».

N'est-ce pas beau tout celà ?

Seulement... Ayant l'avantage d'être au service de cette « Parité », et je sais que celà existe dans bien d'autres endroits, j'affirme qu'en ces cinq dernières années, mes possibilités financières se trouvent réduites d'un bon quart, et là-dessus, pas un copain de l'établissement ne pourrait me contredire.

Alors, à ce train-là, ne faudrait-il pas plutôt penser que ceux qui avaient crû pouvoir profiter d'un 4 roues, seront avant 10 ans forcés à l'échanger, peut-être même pas pour un 2 roues, mais pour une paire de godasses ?

Alerte, les travailleurs ! Le boulot sérieux nous tend les bras ! Ne changeons pas nos « chevaux borgnes, pour des aveugles » !

Attention ! Les belles paroles n'ont jamais fait vivre !...

GODET.

LA LAÏCITÉ (1)

Qu'importe à la religion l'amélioration des conditions sociales, si elles ne peuvent être acquises qu'au prix de la négation des principes religieux !

Que lui importent le perfectionnement de l'individu et son bonheur terrestre, puisque, selon sa loi, l'ignorance et la souffrance restent, en dépit de tout, les titres supérieurs qui vaudront à l'homme les félicités éternelles... et célestes.

Cependant, l'Eglise revendique le droit, et même le droit exclusif, d'enseigner. Ecoutons ses représentants. Dans une lettre collective, publiée le 4 mars 1924, les évêques reprenant les thèses pontificales écrivent : «...si on écarte la Religion, point d'éducation morale digne de ce nom, ni vraiment efficace... C'est pourquoi vouloir des âmes imbues de bonnes mœurs et, en même temps, étrangères à la Religion, est aussi insensé que d'exciter à la vertu après en avoir nié la base ».

Et Pie XI, dans une lettre au cardinal Gasparri, lettre qui veut être une réponse à Mussolini sur la liberté de conscience et la liberté de discussion, écrit : «...si on veut dire que la conscience échappe aux pouvoirs de l'Etat ; si on entend reconnaître, que, en fait de conscience, l'Eglise est seule compétente, en vertu du mandat divin, on en vient ainsi à reconnaître que dans l'Etat catholique la liberté de conscience et la liberté de discussion doivent s'entendre et se pratiquer *selon la doctrine catholique.*

On doit, par nécessité de logique, reconnaître que le mandat éducatif plein et parfait ne revient pas à l'Etat, mais à l'Eglise, et que l'Etat ne peut ni empêcher, ni restreindre l'exercice et l'accomplissement de ce mandat, pas plus qu'il ne peut le limiter au seul enseignement des vérités religieuses ».

C'est clair : Quoique dépourvue de toutes les capacités requises, l'Eglise prétend « exercer le mandat éducatif plein et parfait » illimité.

Cette prétention s'explique par le fait que l'Eglise établit une confusion volontaire entre la Science et la Morale, et s'efforce de subordonner celle-là à celle-ci.

Or, la Science c'est l'observation et l'expérience. En dehors de tout souci idéologique, elle poursuit ses travaux et nous en livre les résultats pour notre défense individuelle et l'amélioration des conditions de l'existence.

La morale est dogmatique, religieuse : elle prétend atteindre la perfection par la coercition, le bonheur par les postulats sentimentaux qui méconnaissent et écartent le libre examen.

Eternel point d'interrogation que cherche à résoudre l'homme, la science modifie sans cesse principes et concepts ; la morale suppose la rigidité, l'immuabilité, l'intangibilité de ses directives.

La liberté, l'indépendance, conditionnent les recherches scientifiques ; toute morale implique des sanctions, c'est-à-dire des atteintes à la liberté individuelle.

Toute la vie n'est qu'une technique dont la science s'efforce de découvrir les lois et d'expliquer le mouvement.

La religion voulant expliquer l'inconnu, commence par appeler « Dieu » la cause qu'elle ne peut définir. Pas de morale sans Dieu, s'écrie-t-elle ; mais Dieu restant à découvrir, sa morale dépourvue de base, n'a que le mensonge pour piédestal.

Enseigner par mandat divin ? C'est tout simplement faire du mensonge, de l'imposture, le critérium de la culture humaine, c'est détourner l'humanité de son devenir, l'égarer dans les méandres nébuleux et capricieux de la mythologie, afin d'endormir par le merveilleux ses facultés d'observation, de discernement, de raisonnement.

Les religions sont des impostures. Elles ne peuvent enseigner, au regard de la Raison. Elles n'en ont pas le droit.

L'enseignement religieux doit être considéré comme un viol de la conscience universelle, comme un crime contre l'humanité, comme le geste le plus crapuleux qu'une puissance humaine puisse tenter contre ce trésor d'innocence, de beauté et d'espérance, qui s'appelle un enfant.

Cette affirmation qui découle de la doctrine religieuse elle-même, les faits l'ont vérifiée dans le passé, la vérifient chaque jour dans le présent... Et, cependant, durant des siècles, l'Eglise, forte de son influence morale et de sa toute puissance matérielle, détient et exerce le monopole de l'enseignement.

Elle l'exerce jusqu'au jour où sa bourgeoisie, issue de ses jésuitières et arrivée au pouvoir, organise à son tour l'enseignement et prétend le laïciser.

L'enseignement d'Etat succède ainsi à l'enseignement de l'Eglise.

Mais...

Qu'est-ce que *l'Etat* ?

L'ETAT

L'Etat, c'est l'expression de la contradiction des classes. C'est l'ensemble des institutions exigées et créées par la classe dominante pour la conservation, la défense et l'accroissement de ses privilèges.

C'est une erreur grossière que de supposer que l'Etat exécute les directives de la société. C'est un mensonge que de le prétendre.

Il faudrait alors accepter comme une vérité que des millions de travailleurs, qui souffrent de l'exploitation capitaliste, se donnent volontairement des maîtres par calcul ou par plaisir.

L'Etat, expression d'une classe ou d'un parti, gouverne en leur nom. Qui dit « *gouvernement* », dit « *dictature* ». Insidieuse et vaguement camouflée en souveraineté nationale, ou bien avérée et cynique, c'est l'autorité d'un ou plusieurs individus sur tous les autres. Elle ne peut se maintenir que si elle s'exerce sur des sujets, sur des fidèles, prêts à accepter son joug, à s'y soumettre, à le subir.

De quelque parti, de quelque idéologie qu'il se réclame, un gouvernement s'il veut durer, doit exiger non des hommes libres, mais des citoyens défenseurs de ses institutions, conformes à ses buts et à ses besoins.

C'est pourquoi l'Etat, comme l'Eglise, ne peut tolérer la liberté de l'Enseignement. La tolérer équivaudrait pour lui à se suicider en tant que classe dirigeante. Son avenir, son existence même, dépendent de l'étroite et aveugle soumission de ses sujets à ses lois.

Toute intelligence qui tente d'échapper à son contrôle, commet un crime de lèse-autorité, de même que toute intelligence qui s'évade du contrôle de l'Eglise commet un crime de lèse-divinité.

Asservir les intelligences, dresser des sujets dociles est une nécessité vitale pour tous les Etats, comme pour les églises.

S'il est bourgeois, l'Etat, maître de l'Enseignement, élève les enfants selon l'idéologie capitaliste, c'est-à-dire les rend aptes à subir l'exploitation de toutes leurs forces au profit de la bourgeoisie régnante.

S'il est socialiste, son autorité peut s'asseoir sur de plus larges bases, sa domination émaner d'une élite, mais il ne peut prétendre représenter la société. Comme l'Etat bourgeois, il est dans l'obligation de monopoliser l'enseignement au profit de la minorité politique dont il défend les intérêts.

Faut-il des témoignages ? L'Allemand Schemm, un des auxiliaires du Führer, définit ainsi le rôle de l'instituteur : « il doit demeurer le chef de section d'assaut de la jeunesse, en tant que serviteur de la nation », et plus loin : « le maître mettra au centre de son enseignement : la race, la défense du pays, le principe du chef, la religiosité... il pratiquera la pédagogie basée sur la foi... (il évitera de) disloquer les idées par l'analyse... (il faut) faire appel à l'émotivité plutôt qu'à la raison » (Bulletin de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement).

En Italie, si nous en croyons Marcel Prenant, « La jeunesse et l'enfance ont été entièrement militarisées et des gens influents pensent à remplacer le maître par l'officier... « La Rivista Pedagogica » accueille la suggestion de soumettre la direction de l'enseignement à des officiers de l'armée nationale pour sauver *la civilisation* qui *s'effondre* du *fait des instincts révolutionnaires et internationalistes* des non-possédants ». Cité par A. Franck : « Le fascisme ».

L'Etat bolcheviste russe ramène à l'idéologie marxiste les connaissances enseignées dans les écoles ; il militarise son enseignement (exercices physiques) et « s'attache à former des instituteurs bolchevistes » (Bulletin de presse de l'I. T.E.).

Parlant au Congrès des Femmes Socialistes, la camarade Tytgard déclare « attacher une certaine importance à l'éducation de l'enfant « *dans les principes* socialistes » (« La Femme Socialiste », avril 1936).

La démocratico-bourgeoise *Marianne* est bien dans la note quand « elle veut faire au futur travailleur une âme de citoyen ».

L'Etat et l'Eglise sont donc deux puissances d'autorité identiques dans leurs desseins : Leur but est de gouverner.

Elles sont aussi identiques par l'armature et les moyens qui leur permettent d'atteindre ce but.

L'Eglise veut imposer aux hommes sa morale religieuse.

L'Etat veut inculquer aux citoyens sa morale civique.

L'Eglise s'appuie sur la Révélation divine qui détruit la science.

L'Etat sur la Révélation politique, dont le Savoir doit dévoiler les méfaits et préparer l'écroulement.

Là, le dogme religieux, ses rites, son culte, ses hymnes, ses traditions, ses emblèmes, son intolérance.

Ici, le dogme politique, respect de l'autorité, des privilèges, du culte de la Patrie et de son emblème : le drapeau national.

La Patrie ? Mystique politique, religion nationale, barrière artificielle dressée entre les humains pour multiplier leurs antagonismes et les exploiter.

La Patrie ? Domaine où se réalisent les ambitions ethniques au détriment de la grande famille humaine.

La Patrie ? Religion historique avec ses dieux particuliers, aux instincts brutaux ; avec ses légendes et ses désirs d'hégémonie.

Le drapeau de la patrie ? C'est l'étendart d'une Eglise — avec ses guerres, ses victoires, ses martyrs, son orgueil, ses ambitions, son fétichisme, l'idolâtrie de tout un peuple... oublieux des millions de morts tombés sur les champs de bataille pour assouvir l'appétit effréné de l'Autorité de l'Etat et de ses citoyens privilégiés.

Là : Dieu et son pape, ses évêques et cardinaux, ses prêtres et ses vicaires... ses éducateurs religieux.

Ici, le Pouvoir de l'Etat, ses fonctionnaires, ses législateurs, ses magistrats, ses policiers et ses prisons, toute la hiérarchie avec ses conséquences, et l'enseignement militariste et chauvin.

Là, l'évangile, le catéchisme chrétien. Ici, le devoir civique, c'est-à-dire l'impôt du sang, les impôts de l'Etat... le respect des lois nationales, de la propriété capitaliste, etc...

(à suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » Nos 170 et 171.

LES GREVES LIMITEES
dans les Services publics

(Suite de la page 1.)

dicales réformistes : C.G.T., C.F.T.C., F.O., etc... — qui prétendent défendre les petites gens — le savent, puisqu'elles mettent continuellement en parallèle les rapports prix-salaires de 1938 et de maintenant. **Elles n'en persévèrent pas moins dans la trahison,** car il est impossible de parler d'erreur quand de pareils faits se renouvellent continuellement.

Les exploités suivent le troupeau, en rechignant de plus en plus; ils ont conscience d'être dupés, mais suivent tout de même, ne voyant pas de solution à leur problème. Le scandale, tant il deviendra flagrant, finira bien, à la longue, par leur ouvrir les yeux, mais que de temps a déjà été perdu, et le sera encore d'ici là.

Il serait pourtant si simple de réfléchir un peu pour définir où se situe la vérité, surtout qu'un échec ne serait aucunement préjudiciable puisqu'on se retrouverait exactement au même point qu'au départ.

La grève, pour une augmentation hiérarchisée est ridicule, **elle équivaut à une régression;** celle pour une augmentation uniforme n'a qu'une valeur insignifiante; celle pour une augmentation massive à la base et rien au sommet est plus valable, mais dans le cadre du système capitaliste où nous vivons et que, bon gré mal gré, nous sommes momentanément bien obligés de subir, la solution la plus valable c'est **la baisse des prix.** Ainsi, serait définitivement enterrée l'histoire du baudet qui galoppe après la carotte sans jamais pouvoir la croquer. Les prix démarreraient toujours les premiers, mais en sens inverse. On voit l'avantage qu'y trouverait le prolétaire qui, de plus, enregistrerait avec satisfaction un resserrement de l'éventail des salaires.

Nous croyons, en raison de ce qui précède, que les grèves limitées dans le temps, corporatives, catégorielles, ont un caractère démagogique, ne sont que faux-semblant et ne trompent plus personne. Frachon, Descamps, Bothereau, et autres comparses, ont fait leur temps; pour durer il leur faudra trouver autre chose, sous peine de voir disparaître définitivement le syndicalisme moribond qu'ils animent. Ils n'y parviendront pas plus que les dirigeants du système capitaliste dont ils sont à la remorque.

La paix en Algérie, le désarmement, etc... ne sont que des palliatifs susceptibles, au plus, de provoquer une légère amélioration de la condition des individus, sans amener de solution vraiment valable. Celle-ci réside dans la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. **Le système capitaliste doit disparaître si l'on veut y aboutir.** La contrainte, seule, le permettra. Or, présentement, il n'existe pas de moyen aussi efficace que la grève générale illimitée, intercorporative, internationale. Tous les autres se sont révélés systématiquement sans valeur, ou presque.

Tant que le prolétariat égaré par les mystificateurs qui le dirigent piétinera dans l'impasse où il s'est engagé et ne reprendra pas la voie que nous préconisons, seule capable de le conduire à son émancipation, son action se limitera toujours à vouloir prendre la lune avec les dents, tour de force parfaitement irréalisable; mais il ne manquera pas, par son aveuglement, de continuer à désagréger, à la suite de chaque mouvement, l'esprit solidaire de ses frères d'exploitation qui, par manque de moyens de transport et d'énergie, finissent par se lasser d'être voués au chômage chaque fois qu'il plaît aux bonzes syndicaux de déclencher sans grande signification un arrêt du travail dans les services publics.

DUFALOT (lampiste)

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 36 Nos, 10 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

La Tribune de l'Histoire
Pamphlet contre les bourreurs de crânes

(Suite de la page 1.)

huguenots de tous les vices et de tous les crimes.

Et l'on voudrait nous faire accroire que l'ambiance de ce procès fut sereine, que les témoignages étaient valables et les juges, qui à cette époque appliquaient de sadiques tortures aux accusés pour leur arracher des aveux de désespoir qu'ils n'obtinrent même pas de Calas, impartiaux ? Monstrueuse hypocrisie...

Nulle ignominie n'a manqué à l'affaire Calas, jusqu'au vol, en grande pompe, du cadavre du fils par les Pénitents blancs. Et Castelot et consorts trouvent cela tout naturel, comme l'affreux supplice de la roue, sans doute, où tout le monde, sous Louis XV, se rendait comme au spectacle.

Par contre, les exécutions de la Révolution, toute torture abolie, suscitent leur immense dégoût. Remarquons-le bien, quelques années seulement avaient passé. Vraiment, comment fonctionne le cerveau tortueux de ces gens-là ?

Ils s'étonnent aussi que Voltaire ait voulu à la fois défendre un innocent et porter un coup à l'« infâme » en dénonçant l'intolérable attitude, en cette affaire, de l'ordre des Pénitents. C'était, à notre sens, fort habilement chercher à ébranler la cause, en poursuivant l'annulation juridique du criminel effet.

Il faut nous faire une raison. Nous ne sommes pas près d'écouter, comme l'exigerait cependant la plus stricte objectivité, des exposés sur les pages noires de l'Egise. La mine serait pourtant inépuisable, car n'est-elle pas, plus encore peut-être que les autres religions, coupable du plus grand des crimes : l'empoisonnement moral, aux répercussions infinies sur la manière de vivre des individus ?

Peu nombreux sont ceux qui soupçonnent la façon dont l'Eglise, plus ou moins ouvertement, oriente presse, radio, télévision. Pas un secteur de la vie civile et bien entendu militaire, où elle ne soit présente et influente. Sous toutes sortes de formes y compris l'exonération, l'Etat et les collectivités locales lui versent d'énormes subsides. Plus ou moins consciemment, nous devons encore subir sa tyrannie, camouflée, comble de cynisme, derrière l'étiquette « Liberté » et favorisée, il faut bien le dire, par l'incurable veulerie des gens et la débilité mentale de trop de femmes.

L'impartialité, évidemment, ne saurait cadrer avec la politique de recHristianisation actuellement poursuivie. Aussi n'avons-nous pas fini d'entendre des « prises de Byzance » par les Turcs, présentées comme on peut l'imaginer, et non suivies de « prises de Grenade » par l'armée de Sa Majesté très catholique, qui en auraient bien été les dignes pendants.

A toutes les critiques fondées qu'il provoqua lors de l'émission sur Byzance, Castelot répondait par une curieuse lettre, utilisant un faux-fuyant pour se dispenser d'arguments et remplacer tous les « t » de son texte dactylographié par des croix, pour exorciser l'esprit du mal sans doute, ce qui justifierait les inquiétudes que l'on pourrait concevoir sur l'intégrité de son intellect.

Quelles magnifiques inventions que la radio et la télévision ! Avec les cantates à St-Thomas, messes, sermons plus ou moins de carême, grandes troménies de Locronan ou autres reportages folkloriques du même genre, informations vaticanesques et religieuses en premier, interviews de révérends pères à tout propos et hors de propos, sans omettre Nocher l'épilepique, qui mobilisent les ondes pendant des heures, les séminaires administratifs, l'aide à l'enseignement privé et la scandaleuse « prière du para » on est en train de nous faire une fibre morale indestructible.

Vous savez, cette fameuse fibre désintégrée sous la IVe, aux dires de M. Eisenhower, que l'on possédait intacte en 1860-71 et qui n'a jamais été aussi compromise qu'au temps de la république laïque, vers les années 1914-18.

Loin de nous l'idée de faire l'apologie de la guerre, mais il faut bien reconnaître, compte tenu des résultats de ces deux conflits, et uniquement pour apprécier la logique des propos de M. E., que celui-ci tout en étant à l'opposé du démocrate type U. S. est quand même un âne, comme ceux qui, par centaines de milliers, à cause de leur magnifique ignorance de l'histoire, avalent bouche-bée les contre-vérités historiques que leur servent, avec un aplomb superbe, MM. Castelot et Cie.

Aussi, quand Georges Delamarre, dans ses « Libres Propos » du dimanche 5 novembre, est venu faire l'éloge chaleureux de Voltaire, en insistant nettement sur le combat qu'il mena sa vie durant contre l'intolérance, et en nous signalant que l'antiquaire installé dans la maison parisienne du philosophe maintient les lieux dans leur état ancien avec beaucoup de soin, la surprise a été d'autant plus agréable qu'il faut un certain courage pour propager sur des ondes cléricalisées une opinion qui n'est certes pas au goût du jour, et que ne partage absolument pas, notamment, notre double-mètre national, fils respectueux et dévoué de sa très sainte mère l'Eglise.

H. BESNIER

Par-delà le bien et le mal

« L'on peut parvenir à la connaissance de soi par le détour de la connaissance d'autrui. »

L. KLAGE.

L'histoire ainsi que l'expérience devraient apprendre aux individus ainsi qu'aux collectivités, que chacun pense avec son cerveau, en conséquence chacun interprète la pensée de ses contemporains d'après son instruction, ses sensations, son intelligence, il s'ensuit que l'on devrait comprendre que n'importe qui, n'importe quand et n'importe où, a droit d'exprimer sa pensée même si cette pensée heurte la sensibilité du plus grand nombre car, un individu n'émet pas toujours des concepts avec l'intention préméditée de flatter ses contemporains, au contraire, souvent il exprime ce qu'il pense et sent parce qu'il croit, il est convaincu que celà peut servir de guide ou de fil conducteur à l'ensemble des Etres.

Il se peut qu'en lisant un article ou une œuvre d'un écrivain ou de mon semblable, j'éprouve un véritable plaisir à disséquer (si j'ose m'exprimer ainsi) la pensée de l'auteur, pensée qui peut très bien s'approcher de la mienne. Il se peut aussi que l'œuvre d'un Etre quel qu'il soit, m'oblige à réfléchir au sujet de problèmes jusque-là insoupçonnés, tel est le cas d'une brochure ayant pour titre : « L'anarcho-syndicalisme et le Welfare State » ou l'état de bien-être, dont l'auteur est le camarade Suédois Evert Arvidsson, Rédacteur d'Arbetaren, organe du mouvement anarcho-syndicaliste Suédois.

Tous les anarchistes ainsi que les anarcho-syndicalistes connaissent la S. A.C. qui fut constitué en 1910 contemporairement à la C.N.T. Espagnole. Ces deux organisations étaient membres de l'A.I.T. et tandis que la C.N. T.E. est toujours membre de l'Association Internationale des Travailleurs, la S.A.C., pour des raisons que la raison ignore, s'est retirée de cette organisation.

Dans la préface de cette brochure, le camarade Helmut Rudiger prétend que des divergences se sont manifestées entre le mouvement suédois (S. A.C.) et les organisations ou groupes affiliés à l'A.I.T. Or, il serait plus logique, plus conforme à la réalité, d'avouer que les dirigeants de la S. A.C., convaincus que les principes de l'A.I.T. étaient des carcans insupportables pour les camarades Suédois, décidaient de reviser les dits principes et c'est ainsi qu'au lieu de la révision l'on aboutissait à la scission, laquelle n'a sûrement rien apporté à la S.A.C. ni, bien entendu, à l'A.I.T.

Dans cette histoire, il y a un fait bizarre autant que symptomatique, la S.A.C., en dépit de la scission, continue à se réclamer de l'anarcho-syndicalisme puisque Arvidsson écrit : « En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous faisons notre possible pour appuyer une agriculture communautaire », cependant en dépit des aveux d'Arvidsson, celui-ci abonde en concepts fantaisistes ou réformistes.

Bien entendu nous ne doutons pas de la sincérité, de l'honnêteté d'Evert, cependant, lorsqu'il écrit que : « pour la majorité des paysans, la notion d'anarcho-syndicalisme évoque l'idée de violence, de bombes, sans plus », j'ai envie de sourire parce que celà montre bel et bien que la légende prend un masque pour tuer une mouche, ensuite, cela prouve que les camarades Suédois ne sont peut-être pas à la hauteur de leur tâche car, si à l'heure actuelle, il y a encore des paysans qui croient que l'anarcho-syndicalisme est synonyme de violence et de bombes, celà signifie que nos camarades Suédois sont loin, très loin d'avoir démontré que l'anarcho-syndicalisme est une méthode très efficace d'émancipation intégrale des travailleurs et des agriculteurs.

Contrairement aux affirmations de Rudiger, j'affirme que l'A.I.T. ne s'est jamais refusée à étudier les réalités sociales et si le mouvement suédois avait le droit et le devoir de déterminer sa tactique en fonction des besoins du pays sans pour autant vouloir imposer sa volonté à d'autres pays, s'il avait absolument droit de ne pas accepter de se soumettre aux dogmes proclamés par des Congrès Internationaux ; il n'est pas moins vrai que la S.A.C., afin d'être cohérente avec les principes librement acceptés en connaissance de cause, avait le devoir de respecter ces principes. En disant celà je n'obéis point à des concepts préconçus, au contraire, car tout montre que les rapports entre humains sont régis par des contrats, par des conventions et que somme toute, une société n'est possible que si ses membres acceptent, volontairement ou involontairement, contrats ou conventions.

Donc, sans vouloir nier que la situation ouvrière du monde moderne n'est plus du tout telle qu'elle était à l'époque de Proudhon, Marx, Stirner, Engels, Bakounine, il n'est pas moins vrai que l'Autorité ainsi que son corollaire, l'Etat et l'exploitation de l'homme par l'homme, existent toujours.

Bien sûr, il serait enfantin de nier que la condition ouvrière a drôlement changé, est-ce là une raison valable pour renoncer aux principes anarcho-syndicalistes de l'A.I.T., c'est-à-dire, l'internationalisation d'une répartition adéquate de la production entre producteurs ?

En admettant que la Suède se trouve à l'avant-garde du « Welfare State » ou de l'Etat de bien-être, celà n'implique pas du tout qu'il en soit de même pour d'autres pays. A vrai dire, l'histoire montre que tant qu'il existera des peuples sous-alimentés et sur-exploités, la lutte entre peuples sous-alimentés et ceux qui jouissent du « Welfare State » ne cessera pas parce que la faim est une mauvaise conseillère qui est souvent, très souvent même, cause des pires conflits.

Incontestablement Arvidsson est un Maître de la pensée et de la plume, son style coule comme l'onde pure, cependant, quoique l'histoire ait fait de la Suède un pays merveilleux, un Etat de bien-être, le fait qu'il existe des syndicats prouve que ce bien-être est très relatif et que l'action et elle seule, peut préserver les améliorations acquises. Ce n'est pas tout, de l'aveu même de Evert, le gouvernement royaliste suédois dépense des sommes énormes pour la défense du territoire, celà montre, irréfutablement, que là-bas on est encore très loin d'un système où les Etres seraient des citoyens du monde et non plus des soldats au service de forces occultes.

Voilà donc, que, s'il est vrai que le développement de la technique s'accélère sans cesse, il est vrai aussi que c'est là un refrain tout juste bon pour endormir les petits enfants, car, si la technique s'accélère sans cesse, il faut reconnaître que, parallèlement à l'accroissement de la production existe aussi un accroissement fantastique de la population et celà, qu'on le veuille ou non, pose des problèmes troublants qui menacent drôlement « l'état de bien-être », cela, les révolutionnaires, ainsi que certains philosophes rêveurs l'oublient facilement. En effet, c'est une lapalissade d'écrire que plus on exploite les mines de charbon, les puits de pétrole, etc..., plus les réserves en matières premières s'épuisent, il est vrai que l'Etre se console en croyant pouvoir aller dans la Lune, afin d'y puiser ce que la Terre, totalement vidée de ses ressources, ne donnera plus.

Voilà donc prouvé qu'Arvidsson a tort de penser que les anarcho-syndicalistes refusent de reconnaître les réalités nouvelles ; un fait est certain, chacun devrait se convaincre que pour guérir une maladie, il faut employer des médicaments adéquats, donc l'on ne guérira pas la rage en inoculant le virus rabique, il s'ensuit que l'on n'abolira pas l'exploitation de l'homme par l'homme, ni l'autorité sous toutes ses formes, ni l'Etat, en collaborant avec des exploiteurs, des autoritaires, de l'Etat. L'histoire montre que l'on doit engager la lutte pour des revendications immédiates sans toutefois oublier que le but à atteindre consiste à détruire tout un passé fait de préjugés.

Lorsqu'un homme a des convictions, il doit chercher à les mettre en harmonie avec ses sentiments sans perdre de vue que l'émancipation intégrale des travailleurs sera bel et bien une conséquence de leur volonté et non pas une manne qu'un Dictateur distribuera à tour de bras.

Luc BREGLIANO.

Manifestations des Algériens de Paris (16 et 19-10-61)

(Suite de la page 1.)

consciemment peut-être, devenaient ou redevenaient racistes. Et racistes parce que peu instruits, trompés par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération, et mal informés (ou pas informés du tout) par la grande presse, laquelle est toujours au service des trusts et aussi des gros colons d'Algérie. Si l'on ajoute à tout cela les brutales « ratonnades » et les attentats de l'O.A.S., les échecs des négociations (échecs dont on doit penser pour le moins, que les responsabilités sont partagées) et, tout dernièrement, cette brimade stupide qui vient de s'abattre sur eux, le couvre-feu de fait dans la ville de Paris, il n'est pas étonnant, il est même normal de penser que ces gens-là en ont assez (3).

Mais il y a lieu de ne pas se méprendre ; je veux parler ici des travailleurs, des salariés et de leurs familles et non de cette multitude de trafiquants, vendeurs à la sauvette ou maquereaux, tous vivant en marge, tous plus ou moins indicateurs, dont beaucoup se sont fait les agents ou les soutiens du F.L.N. en métropole. Ceux-ci, précisément, que la police aurait dû maitriser dès le début, au lieu de se livrer à cette répression féroce et stupide qui lui fait voir, aujourd'hui, tout individu au teint basané et aux cheveux crépus comme un tueur patenté du F.L.N.

Pour terminer ce trop court exposé, il me reste à parler de ce qui nous tient le plus au cœur, nous, libertaires — il s'agit, en l'occurence, de la carence des syndicats. Qu'ont fait les grandes centrales syndicales pour essayer d'éviter ou de laisser se continuer cette sale guerre qui menace de s'éterniser ?

Rien, ou presque ; des motions, des vœux, des déclarations de principe, des fariboles, quoi. Et qu'ont-elles fait pour protéger les travailleurs algériens vivant en France, et désireux de demeurer à leur place dans la classe ouvrière française ?

Et, tout de même, la plupart de ces salariés sont ou étaient syndiqués et payaient régulièrement leurs cotisations. Faut-il s'étonner qu'il y ait eu, petit à petit, de leur part, désaffection envers le syndicat ?

Mais aussi, car tout est lié, qu'ont-elles fait, en France, ces mêmes centrales syndicales, au moment de l'envoi du contingent, au moment où une grande partie de la jeunesse ouvrière de la France était envoyée en Afrique ?

Des mouvements spontanés et nombreux eurent lieu en divers points du pays, à ce moment-là, qui, aidés et soutenus énergiquement par les syndicats, eussent peut-être changé la face des choses. Et aussi montré aux travailleurs nord-africains que la classe ouvrière ne les abandonnait pas à leur sort.

Mais qu'attendre de ces officines politiques, qu'attendre de ces secrétaires permanents, désireux avant tout de conserver leur sinécure et d'éviter les vagues, d'où qu'elles viennent ? Quelle belle occasion perdue de montrer que le travailleur, le pauvre, le miséreux n'a pas de patrie, que le syndiqué, dès lors qu'il travaille, qu'il contribue à la prospérité de la communauté, doit être défendu contre l'iniquité, et cela, à quelque race ou nationalité qu'il appartienne.

Mais quoi ! Pour cela il faut être d'abord internationaliste et, ensuite antiraciste de cœur et de fait. Hélas, cela ne semble pas être les convictions primordiales des différentes directions syndicales en France... et même, re-hélas, des syndiqués de la base.

Ceci relevant directement de la politisation des syndicats, autant que de la hiérarchisation à outrance dont tous les prolétaires font les frais.

Ce que l'on ne peut que grandement déplorer.

BLANQUET.

(1) A ce sujet, l'on m'assure qu'il exista, à cette époque, une véritable organisation clandestine qui pratiqua l'escroquerie sur une vaste échelle, à l'encontre des travailleurs ainsi attirés vers la métropole. On leur garantissait des logements décents, des contrats de travail avantageux et même mirifiques, et celà en échange de sommes plus ou moins fortes, où certains virent ainsi disparaître leurs pauvres économies.

(2) N'oublions pas d'ajouter à tout cela, l'effarante arrestation, au mépris de tout droit, de Ben Bella et de ses compagnons. Laquelle arrestation, maintenue encore aujourd'hui, n'a pas peu contribué à assombrir le climat entre la France et les pays d'Afrique du Nord. Et notons en passant que, si c'était vraiment grand et généreux, la France, la libération de ces prisonniers politiques aurait eu lieu depuis longtemps. Ce qui aurait certainement eu comme résultat de faciliter grandement les négociations... ces fameuses négociations déjà rompues à deux ou trois reprises, et que l'on se propose de part et d'autre, de reprendre prochainement.

(3) Le seul fait d'employer les mots « bicot » pour les algériens, ou « bougnouls » pour les noirs, même sans intention blessante ou méprisante, indique déjà une attitude raciste dont peu d'individus peuvent se disculper.

Les mystificateurs et leurs laquais à l'œuvre

Le 12 octobre, une fois de plus, une mesure répressive inqualifiable a frappé onze ressortissants espagnols, appartenant à la C.N.T.E. en exil, arrêtés en pleine nuit, comme d'authentiques malfaiteurs.

Aucune raison ne justifiait cet acte, puisque vingt-quatre heures après, dix d'entre eux étaient relâchés. Un seul a été maintenu sous les verrous, et sa demande de mise en liberté provisoire refusée.

Au moment où nous écrivons ces lignes, chacun ignore exactement — tant les desseins de la justice sont impénétrables — quel crime il a pu commettre. **Il paraît** qu'on a découvert au cours de la perquisition effectuée è son domicile, du matériel permettant de fabriquer de faux papiers. **Pas de quoi fouetter un chat** !... surtout si l'on se réfère à la période 1939-1945 où les officines accomplissant de tels travaux pullulaient en France, et leurs animateurs, luttant, comme les Espagnols maintenant, contre l'oppresseur, avaient droit aux encouragements et félicitations des « Grands Maîtres de la Résistance », opérant de Londres, qui étaient à peu près, croyons-nous, les mêmes que les tenants actuels du pouvoir.

L'émoi enregistré parmi nos frères espagnols est légitime et ils sont en droit de se demander où s'arrêtera la ridicule politique gouvernementale; le déplacement d'un personnage — qualifié important — ou le geste imbécile d'un général au rebut, en veine de publicité, suffisant pour provoquer leur déportation ou leur incarcération.

Nous avons partagé cette émotion, sans trop nous alarmer toutefois, car, même s'il faut tenir compte que nos dirigeants n'en sont pas à un abus près, aucun délit n'a été commis et nos camarades ne sont pas répréhensibles.

Le scandale est flagrant; son développement l'amplifie encore.

On a pu lire, en effet, dans la presse, qu'à la suite de cet acte arbitraire, l'Union des Syndicats Force Ouvrière de la Région Parisienne, la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération de l'Education Nationale, la Fédération Socialiste de la Seine, les Jeunesses Socialistes, avaient lancé un appel à l'opinion, protesté, **exigé** la libération des militants emprisonnés.

Un comble ! Surtout pour ce qui concerne F. O. et la S.F.I.O.

Oui ! Vous avez bien lu, Force Ouvrière — frein à disque, sur les quatre roues (1), du char syndical réformiste —, Force Ouvrière, de Bothereau, contrepoids jamais défaillant de tout ce qui pourrait faire pencher la balance en faveur du mouvement ouvrier et l'avantager, prend position, s'insurge, se révolte, avec la S.F.I.O. et ses Jeunesses, la S.F.I.O. de Guy Mollet, l'homme qui s'accommode de toutes les boutiques gouvernementales, s'il y a sa place; de Jules Moch, le matraqueur; de Lacoste, le colonialiste; de Gazier, collabo de Pétain, etc..., responsables, pour la plus grande part, de l'état de choses actuel et ont, par manque de courage ou par duplicité, parfois les deux, « fait le lit » de celui qui actuellement brime et opprime, parmi tant d'autres, nos camarades anarcho-syndicalistes de la C.N.T.E.

Un peu de pudeur, S.V.P.

Vous semblez avoir tout oublié : 1936-1939, Léon Blum, l'étranglement par le bouclage des frontières du mouvement républicain espagnol, les premiers camps de concentration établis en France, à l'intention de ceux-ci; votre soutien inconditionné à de Gaulle au cours de ses deux règnes.

Mais **vous semblez seulement,** vous n'avez rien perdu de vue. Vous sentez que le vent tourne. Comme les flics en 1944, d'accord avant, à 99 %, avec l'occupant, qui se sont révélés subitement les plus impeccables « résistants ». Comme eux, vous éprouvez le besoin de vous « **dédouaner** ».

A force de démagogie vous espérez y parvenir, mais il y a des taches ineffaçables, qui malgré tous les efforts sautent continuellement aux yeux. Votre soutien et votre alliance avec le fascisme sont de cet ordre. Faire élargir notre camarade est un travail à votre mesure; vous excellez, en effet, dans l'art de tirer les cordons de sonnettes et êtes bien introduits partout. Ce serait — même s'il est juste bon à tromper les non initiés — un succès, qui, pensez-vous, vous donnerait droit à la reconnaissance des Espagnols.

Eh bien ! Non ! Vous n'arriverez pas à donner le change. Ils sont fixés, tout comme nous, sur votre compte.

Les autres partis, ce sera à votre tour de prendre le **POUVOIR,** ou de l'épauler, et d'imposer comme eux votre **AUTORITE,** exactement pareille à la précédente. De nombreux exemples sont là, pour prouver que nous sommes dans le vrai.

Vous êtes mal placés pour vous poser en redresseurs de torts, en chevaliers modernes, défenseurs des opprimés. Encore une fois, un peu de pudeur !

Non ! pas vous... et pas pour ça !

Raymond FAUCHOIS

(1) C'est ce qu'on fait de mieux actuellement.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) *Ateliers :* 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE

Le Gérant responsable : R. FAUCHOIS